

Le Monde (site web)

idees, jeudi 13 février 2020 - 06:30 UTC +0100 759 mots

« Même amendée, la politique de l'offre de l'exécutif reste d'actualité »

Audrey Tonnelier

Refusant d'assumer tout « virage social » afin de montrer qu'il maintient le cap de ses réformes, Emmanuel Macron fait le pari risqué – politiquement – du « en même temps », décrypte la journaliste Audrey Tonnelier dans sa chronique.

Chronique. En politique comme en économie, on a beau pouvoir faire dire ce que l'on veut aux chiffres, certains ont plus de portée que d'autres. L'étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) parue le 5 février, a validé en partie la doctrine du gouvernement, selon laquelle « il faut que le travail paie » : ce cercle de réflexion classé à gauche a souligné que les actifs sont les grands gagnants des mesures budgétaires des trois premières années de l'ère Macron.

Mais c'est une autre partie des travaux des économistes qui a déclenché la vindicte des oppositions et semé le trouble dans la majorité et le gouvernement : les 5 % de Français les plus pauvres devraient voir leur niveau de vie se réduire d'environ 240 euros par an sous l'effet des mesures sociofiscales mises en œuvre entre 2018 et 2020, a calculé l'OFCE. Dans le même temps, les 5 % les plus riches devraient voir le leur grimper de... 2 905 euros par an. C'est un caillou dans la chaussure de l'exécutif qui, à mi-mandat et à un mois d'élections municipales ayant valeur de test pour le parti présidentiel, pensait pouvoir enfin présenter sous un jour avantageux son bilan économique : retour des investissements, décrue amorcée du chômage.

Mais l'étiquette de « président des riches » continue de coller au costume du chef de l'Etat depuis les premiers mois de son mandat et la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Un symbole que ni les baisses de cotisations chômage et maladie de 2018, ni la suppression en trois ans de la taxe d'habitation pour 80 % des Français (et d'ici à 2023 pour les 20 % restants), ni même les 17 milliards d'euros de mesures post- « gilets jaunes » n'ont réussi à gommer.

Il faut dire que les sujets fiscaux, tout comme la question du pouvoir d'achat, demeurent hautement inflammables. « Les Français ont l'image d'un jeu de bonneteau : on leur donne d'une main ce qu'on reprendra de l'autre. Sans compter le ressenti des mesures : la taxe d'habitation baisse une fois par an, mais le plein d'essence qui augmente, c'est toutes les semaines ! », illustre Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'IFOP.

Des gestes pourtant réels

Mais ce n'est pas tout. Au-delà de la manière dont les mesures sont ressenties dans l'opinion, si le gouvernement peine à convaincre, c'est aussi qu'il a fait le choix de ne pas communiquer massivement sur ces gestes envers les Français. Au printemps 2019, après le mouvement des « gilets jaunes » et le grand débat, l'exécutif, désireux de montrer qu'il maintenait le cap de ses réformes, sans perdre de vue la politique du « en même temps », avait ainsi refusé d'assumer tout « virage social ».

Les mesures présentées avaient pourtant de quoi infléchir le profil du quinquennat : revalorisation de la prime d'activité, défiscalisation des heures supplémentaires, suppression de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) pour les petites retraites, baisse de 5 milliards d'euros de l'impôt sur le revenu et réindexation d'une partie des pensions sur l'inflation. Mais, pour l'Élysée comme pour Matignon, il était essentiel que les marqueurs politiques du quinquennat soient préservés : pas de retour à l'ISF et pas question de faire payer les ménages les plus aisés en supprimant des niches fiscales. Résultat : même amendée, la politique de l'offre – soutien aux entreprises afin de doper la croissance et l'emploi – héritée de la seconde moitié du quinquennat Hollande reste toujours d'actualité.

« Nous ne faisons pas une politique de la demande. Le choix fait par le président de la République est celui d'une politique de l'offre, qui s'adresse aux entreprises (...) et aux particuliers : baisser les impôts afin que les citoyens utilisent au mieux l'argent qui leur est dû, plutôt que de verser des prestations en plus. Et on voit que la consommation et la croissance de notre pays sont plus fortes que celles de nos voisins », a d'ailleurs répété, fin janvier, Gérard Darmanin, le ministre de l'action et des comptes publics. Reste à savoir si cette subtilité sera comprise par les électeurs.